




Informations de base	
<p>2015/0210(NLE)</p> <p>NLE - Procédures non législatives</p> <p>Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes et ses protocoles: adhésion de la Croatie</p> <p>Voir aussi 1994/0911(CNS)</p> <p>Subject</p> <p>7.40.04 Coopération judiciaire en matière pénale 8.70.04 Protection des intérêts financiers de l'UE contre la fraude</p>	Procédure terminée

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures		ZDECHOVSKÝ Tomáš (PPE)	19/11/2015
			Rapporteur(e) fictif/fictive KAUFMANN Sylvia-Yvonne (S&D) VON STORCH Beatrix (ECR) PAGAZAURTUNDÚA Maite (ALDE)	
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
CONT Contrôle budgétaire		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil		Réunions	Date
	Agriculture et pêche		3464	2016-05-17
Commission européenne	DG de la Commission			Commissaire
	Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux			HILL Jonathan

Evénements clés			

Date	Événement	Référence	Résumé
16/09/2015	Publication de la proposition législative	COM(2015)0458 	Résumé
08/10/2015	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
25/01/2016	Vote en commission		
01/02/2016	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A8-0019/2016	Résumé
25/02/2016	Décision du Parlement	T8-0054/2016	Résumé
25/02/2016	Résultat du vote au parlement		
17/05/2016	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
17/05/2016	Fin de la procédure au Parlement		
24/05/2016	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2015/0210(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Consultation du Parlement
Modifications et abrogations	Voir aussi 1994/0911(CNS)
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	LIBE/8/04690

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE571.723	05/01/2016	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A8-0019/2016	01/02/2016	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T8-0054/2016	25/02/2016	Résumé
Commission Européenne				
Type de document	Référence	Date	Résumé	
Document de base législatif	COM(2015)0458 	16/09/2015	Résumé	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date

Commission européenne	EUR-Lex	
-----------------------	---------	--

Acte final

Décision 2016/0815
JO L 133 24.05.2016, p. 0009

Résumé

Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes et ses protocoles: adhésion de la Croatie

2015/0210(NLE) - 16/09/2015 - Document de base législatif

OBJECTIF : adhésion de la Croatie à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ainsi qu'à ses protocoles.

ACTE PROPOSÉ : Recommandation de décision du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Conseil adopte l'acte après consultation du Parlement européen mais sans être tenu de suivre l'avis de celui-ci.

CONTEXTE : l'acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la Croatie a introduit une procédure simplifiée pour l'adhésion de ce pays aux conventions (et protocoles) conclues par les États membres sur la base de l'article 34 du traité UE (ancien article K.3 du traité TUE). Il prévoit que le Conseil prend une décision fixant la date d'entrée en vigueur de ces conventions pour la Croatie et procède à toutes les adaptations rendues nécessaires par l'adhésion du nouvel État membre. Le Conseil agit sur recommandation de la Commission, après consultation du Parlement européen.

La [convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes](#), signée le 26 juillet 1995 et établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, est entrée en vigueur le 17 octobre 2002. Elle a été complétée par le protocole du 27 septembre 1996 et par le protocole du 29 novembre 1996, puis une seconde fois par le protocole du 19 juin 1997.

CONTENU : par la présente proposition, la Commission recommande que le Conseil adopte une décision concernant l'adhésion de la Croatie à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ainsi qu'à ses protocoles.

Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes et ses protocoles: adhésion de la Croatie

2015/0210(NLE) - 17/05/2016 - Acte final

OBJECTIF : adhésion de la Croatie à la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ainsi qu'à ses protocoles.

ACTE NON LÉGISLATIF : Décision (EU) 2016/815 du Conseil relative à l'adhésion de la Croatie à la convention, établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes et à son protocole du 27 septembre 1996, à son protocole du 29 novembre 1996 ainsi qu'à son deuxième protocole du 19 juin 1997.

CONTENU : la décision adoptée par le Conseil concerne l'adhésion de la Croatie à la [convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes](#) ainsi qu'à ses protocoles.

La convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signée le 26 juillet 1995 et établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, est entrée en vigueur le 17 octobre 2002. Elle a été complétée par le protocole du 27 septembre 1996 et par le protocole du 29 novembre 1996, puis une seconde fois par le protocole du 19 juin 1997.

En vertu de l'acte d'adhésion de la Croatie, la Croatie adhère aux conventions et protocoles énumérés à l'annexe I de l'acte d'adhésion.

Aux termes de la décision, la convention, le protocole du 27 septembre 1996, le protocole du 29 novembre 1996 et le deuxième protocole du 19 juin 1997 entrent en vigueur pour la Croatie le premier jour du premier mois suivant la date de publication de la décision au Journal officiel de l'Union européenne, à savoir le 1^{er} juin 2016.

ENTRÉE EN VIGUEUR : 25.5.2016.

Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes et ses protocoles: adhésion de la Croatie

2015/0210(NLE) - 25/02/2016 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 599 voix pour, 26 contre et 26 abstentions, une résolution législative sur la recommandation de décision du Conseil relative à l'adhésion de la Croatie à la convention du 26 juillet 1995, établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, ainsi qu'à ses protocoles.

Suivant sa commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, le Parlement a **approuvé** la recommandation de la Commission.

Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes et ses protocoles: adhésion de la Croatie

2015/0210(NLE) - 01/02/2016 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures a adopté le rapport de Tomáš ZDECHOVSKÝ (PPE, CZ) sur la recommandation de décision du Conseil relative à l'adhésion de la Croatie à la convention du 26 juillet 1995, établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, ainsi qu'à ses protocoles.

La commission parlementaire a recommandé que le Parlement **approuve la proposition de la Commission**.

Pour rappel, l'acte d'adhésion de 2011 de la République de Croatie a simplifié son adhésion aux conventions (et protocoles) conclus par les États membres sur la base de l'article 34 du traité UE (ex-article K.3 du traité UE). L'article 3, paragraphes 4 et 5, de l'acte d'adhésion disposent que la Croatie adhère à ces conventions et protocoles en vertu dudit acte.

L'article 3, paragraphe 5, prévoit qu'à cet effet, le Conseil prend une décision fixant la date d'entrée en vigueur de ces conventions à l'égard de la Croatie et procède à toutes les adaptations rendues nécessaires par l'adhésion du nouvel État membre (notamment, au minimum, l'adoption des conventions en langue croate, de sorte que ces versions puissent «faire également foi»). Le Conseil agit sur recommandation de la Commission, après consultation du Parlement européen.